



Déclaration préalable de l'UNSA Education

CSA-SD du 9 février 2024

Madame l'inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA ,

C'est dans un contexte d'instabilité ministérielle conduisant à une politique à vue que vous nous présentez, Madame l'Inspectrice, la répartition des moyens entre les différents collèges vosgiens. Ce contexte est aggravé par le discrédit pesant sur l'ex ministre de l'Education Nationale en lien avec la scolarisation de ses enfants dans un établissement privé où le principe de laïcité et la valeur d'égalité, chers à l'école publique, sont bafoués.

Le Département des Vosges est une nouvelle fois mis à contribution pour rendre 5 postes dans un contexte de diminution des effectifs que vous évaluez à 450 élèves en comparant les deux prévisionnels de 2023 et 2024 mais qui ne s'élève qu'à 150 en comparant avec les effectifs constatés. En même temps, on se rend compte qu'il manque des professeurs en Mathématiques et en Français pour assurer la mise en place des groupes de niveaux, mesure phare du gouvernement inscrite dans le cadre du « choc des savoirs ». Nous ajoutons que ce dispositif des groupes de niveaux est financé en partie par la disparition de l'heure de soutien en Mathématiques et en Français en 6ème. La suppression de cette mesure qui faisait intervenir des professeurs des écoles n'a fait l'objet d'aucune étude d'impact au moment où s'installent pédagogiquement les liaisons écoles-collèges. Pour clore ce chapitre des groupes de niveau, l'UNSA Education rappelle qu'elle est opposée à cette mesure qui détricote la mixité sociale à l'heure où les études sociologiques et les indices de position sociale nous en montrent les bienfaits. Pour terminer, nous saluons l'attention de l'Administration qui attribue des moyens certains aux établissements en REP ou REP+. Par contre, nous nous inquiétons de la forte diminution de la DGE dans les établissements ruraux, alors que des annonces présidentielles affirmaient que les territoires ruraux ne peuvent pas être la variable d'ajustement.

L'UNSA Education s'inquiète également de la dégradation des conditions de travail des personnels. Les chefs d'établissement retardent leur présentation de la DHG à leur Conseil Pédagogique car ils ne doivent s'appuyer que sur des annonces qui ne sont toujours pas traduites dans les textes. Ils ne voient pas les moyens à mettre en face du théâtre et de l'histoire des Arts au point que les collègues d'Education

Musicale et d'Arts Plastiques s'inquiètent et se demandent si le gouvernement ne va pas prendre sur leurs horaires d'enseignement. Les groupes de niveaux seront encore plus difficiles à mettre en place dans les petits établissements qui ne disposent pas du nombre d'enseignants nécessaire ou qui partagent les professeurs de Mathématiques et de Français en Complément de Service. A ceci s'ajoute une désorganisation générale des emplois du temps des personnels qui verront la dispense de leur matière autre que Français et Mathématiques reléguée sur les horaires difficiles.

La dégradation des conditions de travail impacte également le suivi pédagogique et comportemental des élèves car les collègues de Français et de Mathématiques, les plus nombreux, ne peuvent plus devenir professeurs principaux d'une classe car ils n'officieront que devant des groupes et non plus des classes entières. Ce suivi est d'autant plus menacé que les collègues se désengagent de cette mission de plus en plus complexe qui conduit certains d'entre eux devant les tribunaux pour répondre de situation de harcèlement scolaire.

L'UNSA Education corrige également la communication ministérielle sur les remplacements. La suppression des postes conduite depuis de longue date a aggravé les absences de remplacement de courte durée car les TZR sont le plus souvent nommés sur des postes à l'année ce qui oblige à embaucher des contractuels peu formés mais dont le recours s'installe dans la durée. Les PACTES mis en place ne constituent pas une réponse qui s'étale sur l'ensemble de l'année scolaire.

Pour poursuivre, l'UNSA Education rappelle qu'elle a toujours milité pour une école inclusive. Mais l'inclusion en milieu ordinaire n'est pas toujours possible ni souhaitable ! L'UNSA Education s'inquiète de nouveaux profils d'élèves venus de DITEP et dont les Equipes Mobiles d'Appui à la Scolarisation nous expliquent dans leurs recommandations que les AESH doivent se relayer auprès de ces élèves au comportement instable, asocial et hermétique à l'enseignement de l'abstraction, et pour lesquels il faudra montrer une bienveillance de chaque instant, aménager des horaires, prévoir des sorties de cours, supporter la présence d'objets personnels. L'UNSA Education réclame en conséquence plus de place dans l'enseignement spécialisé, davantage de SEGPA dont la décrue des effectifs interpelle à l'heure de l'effondrement des résultats de nos élèves à l'évaluation PISA, et davantage d'ULIS dont la capacité d'accueil actuelle commence à manquer.

Enfin, l'UNSA Education remercie les services de la DSDEN pour la transmission de documents plus transparents.

Je vous remercie de votre attention.